

Références technico-économiques

Des repères pour l'Allier



*Analyse des données 2024-2025
Édition juin 2025*



Christophe JARDoux
Président de la Chambre
d'agriculture de l'Allier

Depuis plusieurs années, la Chambre d'Agriculture de l'Allier travaille en partenariat avec les autres Chambres de nos bassins de production ainsi qu'avec l'Idèle, dans le cadre du réseau de référence national Inosys (1 200 exploitations suivies en bovins viande, lait, ovin, caprin) et du réseau équin. Un réseau avicole est également en cours de constitution. Une vingtaine d'exploitations de l'Allier sont suivies chaque année dans ce cadre, afin de collecter et de traiter à la fois leurs données purement techniques, mais aussi leurs résultats comptables. L'échantillon est stable dans le temps.

L'objectif de ces réseaux de références est, d'une part, de permettre aux exploitants de se comparer et de se projeter dans l'avenir via nos formations ou prestations de conseil, et d'autre part, de disposer d'éléments d'appréciation objectifs pour peser auprès de nos décideurs lors des différentes négociations. Ces données seront, par exemple, très utiles pour argumenter lors de la négociation de la future PAC, dont les enjeux seront essentiels pour nos zones mixtes. Grâce à ces réseaux et aux compétences des ingénieurs référents qui les construisent, nous disposerons de références fiables, objectives et locales.

Vous trouverez donc dans cette plaquette une synthèse des dernières données issues de ces exploitations de référence, présentée de manière concise pour une lecture simple et rapide.

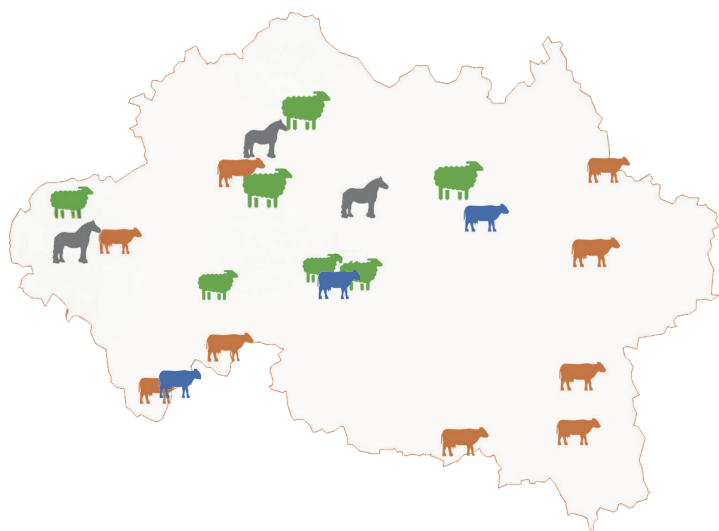
Des documents plus complets sont à votre disposition si vous souhaitez approfondir ces résultats. N'hésitez pas à vous rapprocher de votre conseiller.

Merci à ces exploitations pour leur collaboration.

En espérant que ce document vous soit utile, bonne lecture.



Les exploitations suivies dans l'Allier



Bovins viande

9 exploitations suivies dans l'Allier parmi les 59 du Réseau d'Élevage Bovin Viande du bassin Charolais



Bovins lait

3 exploitations suivies dans l'Allier parmi les 50 que comporte le réseau Centre-Allier-Nouvelle Aquitaine



Ovins

7 exploitations suivies dans l'Allier parmi les 40 que comporte le réseau Centre-Est



Équins

7 exploitations suivies en Auvergne (dont 3 dans l'Allier) parmi 110 structures suivies par le réseau national

Les exploitations suivies dans l'Allier



Bovins viande

Zone herbagère :

Individuel :

- Broutards + Broutardes + Femelles finies
- Broutards + Femelles finies

2 associés :

- Broutards + Broutardes + Femelles finies
- Jeunes Bovins + Femelles finies

Cultures en compléments :

Individuel :

- Broutards + Femelles finies

2 associés :

- Jeunes Bovins + Femelles finies



Bovins lait

- Lait spécialisé : moins de 80 ha de cultures ou plus de 8 000 l de lait/ha de cultures
- Lait et cultures : plus de 80 ha de cultures et moins de 8 000 l de lait/ha de cultures



Ovins

Systèmes spécialisés

- Agnelage de printemps
- 20 à 60 % de contre-saison

Systèmes mixtes

- Ovins dominants + bovins viande
- Bovins viande dominants + ovins



Équins

Les systèmes équins en Auvergne

- 1 Centre équestre
- 2 Fermes équestres
- 3 Écuries de pensions
- 1 Entraîneur trot

Avertissement

Les chiffres contenus dans cette publication s'appuient sur des réseaux de fermes et des bases de données, dont les résultats sont modélisés sous forme de cas-types.

Les résultats des fermes montrent une hétérogénéité importante, en aucun cas une comparaison entre productions n'est pertinente. Les rendements sont stabilisés selon le potentiel du sol. Les paiements PAC sont ceux observés sur l'année étudiée. Les prix et les charges sont ceux de l'année 2024 donnant un caractère conjoncturel aux données présentées. La typologie et les éléments de caractérisation des systèmes sont revus régulièrement pour prendre en compte les évolutions observées.

Définitions

Système d'exploitation : ensemble cohérent constitué de la combinaison des productions et des facteurs de production (main d'œuvre, capitaux, mécanisation surface...).

Produit brut d'exploitation : somme des produits (lait, céréales, viande, paiements PAC, prestations équestres...).

Charges opérationnelles : dépenses directement affectables à l'élevage (alimentation, frais vétérinaires...), à la culture (engrais, produits phytosanitaires, semences...).

Charges de structure : dépenses de structure courantes, hors amortissements et frais financiers.

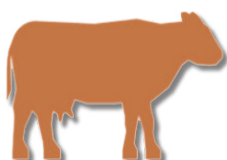
EBE : Excédent Brut d'Exploitation (produit diminué des charges opérationnelles et des charges de structure courantes).

Attention : il ne s'agit pas du revenu disponible pour l'exploitant, puisque les annuités d'emprunts et l'autofinancement ne sont pas déduits.

Disponible : EBE diminué des annuités et frais financiers à court terme.

Coût de production : il est calculé selon la méthode de l'Institut de l'Élevage et est exprimé selon l'unité de l'atelier considéré : €/1000 l, €/ kg viande vive, €/kg carcasse agneau, €/ heure d'équitation.

UMO : Unité de Main d'Oeuvre. Une UMO correspond au travail effectué par une personne travaillant à temps plein pendant une année sur une exploitation agricole.



BOVINS VIANDE

Broutards avec
engraissement des femelles



1,7 UMO



165 ha de SAU,
dont 140 ha herbe
et 5 ha maïs ensilage



110 vêlages
Date moyenne : 10 janvier



339 kg viande vive/UGB de
viande produite



20 ha de grandes cultures
dont 10,5 ha
auto-consommés

PRODUITS



Viande
185 346 €



Cultures
19 957 €



Aides
68 551 €

CHARGES

Opérationnelles



79 407 €

dont concentrés
31 896 €

Structure

84 911 €

dont mécanisation

29 234 €



EBE : 64 433 €/UMO
Disponible : 38 660 €/UMO
Coût de production
de l'atelier viande :
467 €/100 kg viande vive



Évolution de l'EBE
2024/2023 : + 22,5 %

Description du système

Le cas-type présenté ci-contre est représentatif d'une partie des élevages bovins allaitants de l'Allier : la moyenne des vêlages se situe mi-janvier, les surfaces en herbe sont fauchées et pâturées, du maïs ensilage et une partie des céréales sont autoconsommés.

Avec une mise en marché de broutards, broutardes et vaches finies, la production s'élève à 339 kg vif par UGB, soit 34 753 kg viande vive/UMO exploitant.

En conjoncture 2024, le prix moyen de vente (toutes catégories confondues) s'élève à 3,34 €/kg viande vive (5,31 €/kg cc pour les vaches finies, 3,88 €/kg viande vive pour les broutards).

Compte tenu de cette production et des charges nécessaires, l'efficacité économique (EBE/Produit Brut) atteint 40 %.

Le prix de revient (prix auquel il faudrait vendre l'animal pour couvrir ses charges et se rémunérer à hauteur de 2 SMIC/UMO) est quant à lui de 3,53 €/kg viande vive vendu. Il n'est donc pas couvert par le prix de vente qui assure 1,69 SMIC/UMO.

Conjoncture 2024

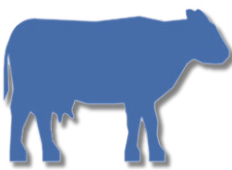
Concernant les produits des deux principaux ateliers :

- la baisse des effectifs (nombre de vêlages, mises en marché de vaches et génisses, broutards et laitones) se poursuit. Toutes catégories confondues, les cours se sont maintenus à la hausse (offre en baisse et demande toujours présente). Cette conjoncture plus encourageante a conduit à une augmentation du produit de l'atelier bovin viande.
- concernant les céréales, la conjoncture est plus pénalisante, avec un produit grandes cultures en baisse.

Les charges opérationnelles retrouvent en moyenne le niveau de la campagne 2022, avec toujours trois postes fortement impactants : aliments, engrais et carburants.

Les charges de structure restent, quant à elles, en moyenne, relativement stables par rapport à 2023.

Des postes de charges plus maîtrisés (coût unitaire des intrants) et des produits de l'atelier bovin viande en hausse permettent une bonne efficacité économique de ces systèmes de production. Toutefois, le produit de l'atelier bovin viande ne couvre pas encore l'ensemble des postes de charges nécessaires à son fonctionnement et ne permet donc pas d'assurer une rémunération à hauteur de 2 SMIC/UMO.



BOVINS LAIT

Lait spécialisé, surface moyenne, maïs et herbe stockés



2,5 UMO dont 0,5 salarié



100 ha de SAU



82 vaches



680 000 l de lait vendu



21 ha de cultures de ventes

PRODUITS



Lait
314 840 €



Viande
35 727 €



Cultures
25 708 €



Aides
39 838 €

CHARGES

Opérationnelles
134 932 €



dont concentrés
67 428 €

Structure
147 282 €

dont mécanisation
51 178 €



EBE : 66 949 €/UMO
Disponible : 41 867 €/UMO
Coût de production
de l'atelier lait :
561 €/1000 l



Évolution de l'EBE
2024/2023 : + 6,6 %

Description du système

Le cas-type présenté ci-contre est représentatif des exploitations laitières du département de l'Allier. Le système d'alimentation est basé sur des stocks maïs-herbe, selon le critère de 4,5 t MS/UGB/an distribués (dont au minimum 40 % en herbe). La productivité de la main-d'œuvre est de 340 000 litres/UMO exploitant. La production de fourrages de qualité, avec de bons rendements, permet d'assurer une intensification du système à 9 300 litres/ha de SFP et 8 500 litres/an par vache.

L'efficacité (EBE/PB) de ce système est de 32 %.

Le prix du lait payé est de 463 €/1 000 litres.

Il s'agit du prix moyen constaté sur la zone (Centre, Limousin, Poitou-Charentes et Allier). Ce prix, combiné à une bonne maîtrise des charges de mécanisation et à une productivité de 340 000 l/UMO, permet un prix de revient de 455 €/1 000 litres (prix auquel il faudrait vendre son lait pour se rémunérer à hauteur de 2 SMIC/UMO).

L'atelier lait permet de dégager 2,1 SMIC/UMO.

Conjoncture 2024

La baisse lente mais régulière du cheptel laitier dans le département se poursuit, mais semble se stabiliser fin 2024. Le prix du lait a continué sa progression au cours de l'année pour atteindre 463 €/1 000 litres.

Cette année, l'augmentation est moins marquée (+2 €/1 000 l).

Sur l'ensemble de la zone, l'année 2024 a été marquée par une pluviométrie très importante, pénalisant l'ensemble des itinéraires techniques sur les cultures et les fourrages. Le printemps très humide a retardé les récoltes d'herbe. Globalement, les stocks ont été renforcés, mais la qualité de l'herbe récoltée a été pénalisée.

Les charges opérationnelles ont eu tendance à fléchir légèrement. Après une forte hausse en 2022 et 2023, les prix des engrais ont diminué (-40 %), ainsi que ceux des aliments achetés (-8 %).

Les charges de mécanisation ont continué de croître : l'entretien du matériel, les amortissements et les travaux par tiers ont augmenté de 3 à 4 %. L'électricité pèse également sur les charges de structure, avec une augmentation de 15 % en 2024. À l'inverse, le prix des carburants a sensiblement baissé (-11 %).

Ainsi, sur cette campagne, l'EBE dégagé par UMO a augmenté de 6,6 % par rapport à 2023 pour ce système.



OVINS

Agnelage de printemps avec
une contre-saison
complémentaire



1,3 UMO



90 ha de SAU
dont 85 ha
herbe



600 brebis



33 514 kg vif de viande
produite



5 ha de grandes cultures
auto-consommées

PRODUITS



Viande
126 105 €



Aides
41 652 €

CHARGES

Opérationnelles



65 953 €

dont
concentrés
32 061 €

Structure

46 712 €

dont mécanisation
13 128 €



EBE : 42 379 €/UMO
Disponible : 26 888 €/UMO
Coût de production
de l'atelier ovin :
13,60 €/kg carcasse



Évolution de l'EBE
2024/2023 : + 41,8 %

Description du système

Ce cas-type repose sur un agnelage principal de printemps, complété par une contre-saison représentant environ 15 à 20 %. Les brebis vides ainsi que les brebis de réforme constituent le lot lutté à contre-saison. Cette conduite permet d'optimiser les performances techniques et de mieux étaler les ventes. 25 % des ventes d'agneaux d'herbe et de bergerie, réparties sur l'année, sont valorisées en label. Le prix de vente moyen en 2024 est de 9,05 €/kg carcasse.

La productivité de la main-d'œuvre est de 25 780 kg vif/UMO exploitant. Concernant le système alimentaire, 23 % des concentrés sont produits sur l'exploitation. La charge en concentrés est de 53 €/brebis. Les charges de mécanisation s'élèvent à 146 €/ha de SAU. Le prix de revient (prix auquel il faudrait vendre l'animal pour couvrir ses charges et se rémunérer à hauteur de 2 SMIC/UMO) est de 10 €/kg carcasse. Ce système permet une rémunération à hauteur de 1,56 SMIC/UMO.

L'efficacité économique de l'exploitation est de 33 % (EBE/produit brut).

Conjoncture 2024

L'année 2024 a été marquée par une nouvelle baisse de la production ovine en France (-2 % dans l'Allier), dans un contexte déjà en déclin depuis plusieurs années.

Après des prix élevés à Pâques, les cours n'ont pas fléchi comme attendu avec la baisse saisonnière de la demande, preuve d'un manque d'agneaux sur le marché. Face à cette offre restreinte, les prix ont poursuivi leur progression. La cotation moyenne annuelle a augmenté de 1,17 €/kg carcasse par rapport à 2023.

En fin d'année, elle a dépassé les 10,5 €/kg carcasse.

Le prix des brebis de réforme a lui aussi augmenté, notamment au second semestre, sous l'effet de la FCO. Cette crise a accentué la baisse des abattages, déjà fragilisés par la diminution du cheptel. Les abattages d'agneaux ont reculé de 5 % par rapport à 2023, et les sorties de réformes ont chuté de 10 %, conséquence d'une volonté de recapitalisation. La récolte de fourrages 2024 a été abondante, mais de qualité moyenne.

Enfin, bien que les prix des matières premières aient amorcé une baisse, ils demeurent à des niveaux élevés, continuant de peser sur les coûts de production.

L'EBE a augmenté de 41,8 % entre 2023 et 2024 pour ce système.



ÉQUINS

CENTRE ÉQUESTRE

TOUT PUBLIC «ANIMATION»

	2,3 UMO dont 1 exploitant et 1,3 salarié
	8 ha
	23 UGB (39 équidés)
	200 clients

PRODUITS (dont aides)



Equin
194 976 €

(75 % enseignement
25 % pension)

CHARGES

Opérationnelles



52 259 €

Structure



86 546 €



EBE/UMO
exploitant
57 475 €

Disponible/UMO
exploitant
37 359 €



Évolution de l'EBE
2024/2023 : + 11,6 %

Description du système

Ce cas-type est un centre équestre que l'on peut retrouver en zone périurbaine sur le territoire français. Il est soumis à une forte concurrence, tant en matière d'offre de sport-loisir que d'équitation. Il se différencie par la qualité de ses prestations, son bon rapport qualité-prix, son ambiance familiale et la qualité de l'accueil, tant au niveau des installations que du relationnel avec la clientèle.

La clientèle est variée en termes d'âge, de niveau d'équitation et d'objectifs poursuivis. Quelques cavaliers propriétaires mettent leur cheval en pension sur la structure. Trois personnes — le gérant et deux salariés —, soit l'équivalent de 2,3 équivalents temps plein, accueillent environ 200 clients réguliers.

Quelques concours sont organisés sur place afin de limiter les coûts, et le centre participe également à quelques concours extérieurs, mais de manière limitée.

Dans ce système, la surface est restreinte et permet uniquement aux chevaux et poneys d'accéder à des aires d'exercice quotidiennement.

La totalité des aliments, concentrés comme grossiers, est achetée.

Conjoncture 2024

Après la chute enregistrée en 2023 en raison du contexte inflationniste passé, l'EBE de 2024 remonte (+11,6 %).

L'augmentation relative des tarifs entraîne une hausse des produits de 5 %. Couplée à la diminution des charges opérationnelles (-3 %), cette hausse de produits a permis de retrouver un revenu disponible par UMO similaire à 2022, soit 37 359 €.

La baisse des charges opérationnelles est principalement due à une diminution des prix des concentrés.

Les charges de structure, quant à elles, ont continué d'augmenter (+2 %).



Pour aller plus loin...

Chaque année, les documents suivants sont actualisés. Vous pouvez les retrouver sur le site de l'Institut de l'Élevage ainsi que sur le site de la Chambre d'agriculture :



Bovins viande

- Poids et prix de ventes des animaux charolais
- Indicateurs technico-économiques
- Résultats technico-économiques des fermes de réseau d'élevage charolais
- Les différents cas-types



Bovins lait

- Fiches repères bovin lait résultat technique et économique
- Systèmes d'élevages herbivores en Centre, Allier et Nouvelle-Aquitaine
- Les différents cas-types



Ovins

- Référentiel technico-économique ovins viande Auvergne-Rhône-Alpes
- Résultats des exploitations ovins viande Auvergne-Loire-Rhône et Bourgogne
- Les différents cas-types



Équins

- Synthèse nationale des exploitations du Réseau Équin
- Premiers repères coûts de production des centres équestres
- Le travail en centre équestre
- Repérer et découvrir de nouvelles trajectoires d'exploitation (Écuries actives, Traction équine, Lait d'ânesse, Courses)
- Écuries d'entraînement de trotteurs

Conjoncture 2025

Un contexte favorable... et des incertitudes

D'un point de vue météorologique, ce début d'année est favorable à une bonne production fourragère.

En revanche, les implantations de cultures ont été pénalisées par les conditions climatiques de l'automne 2024, ce qui pourrait impacter les récoltes à venir.

Globalement, les cours restent bien orientés dans toutes les productions (lait, viande, ovins), et les charges opérationnelles sont plutôt en baisse.

L'incertitude et l'inquiétude proviennent de l'état sanitaire des cheptels face à la FCO/MHE. La situation dans d'autres régions ne laisse rien présager de bon pour le département.

Bovins viande

Au 1^{er} trimestre 2025, la production de viande bovine en France a diminué de 4 % par rapport à 2024.

La baisse du cheptel allaitant (-2 % dans l'Allier), déjà amorcée les années précédentes, ainsi que la situation sanitaire récente (avortements, baisse de fécondité, mortalité) tendent à accélérer la hausse des cours, sous l'effet d'un manque d'offre.

Les postes aliments, engrais et carburants sont quant à eux orientés à la baisse pour ce 1^{er} semestre.

Bovins lait

Sur ce 1^{er} semestre 2025, le prix du lait est porteur et atteint des niveaux supérieurs à ceux de l'an passé.

La collecte laitière française est néanmoins perturbée par les épisodes de FCO présents dans le Nord et l'Est du pays.

La conjoncture laitière reste malgré tout suspendue au contexte mondial, notamment aux effets des décisions des États-Unis concernant les droits de douane sur les produits laitiers exportés.

Ovins

En 2025, la filière ovine française continue de faire face à de fortes contraintes. La baisse du cheptel, déjà amorcée depuis plusieurs années, s'est accentuée sous l'effet de l'épidémie de fièvre catarrhale ovine (FCO), provoquant de la mortalité et des problèmes de reproduction.

Les abattages ont reculé de 8 % à Pâques.

Cette offre limitée a entraîné une augmentation des prix, avec une cotation atteignant 11,04 €/kg carcasse, soit 1,48 €/kgc de plus qu'en avril 2024.

Dans ce contexte, la production reste fragilisée, et les prix pourraient rester globalement élevés.

Équins

Combinée à la hausse des tarifs de prestations (cours, stages, pensions) à la rentrée scolaire 2024, la diminution des charges opérationnelles devrait permettre de retrouver le niveau d'EBE et de revenu disponible antérieur à la chute enregistrée en 2023.

L'équipe référence Réseau Inosys et Réseau Équin de la Chambre d'agriculture de l'Allier :

BOVINS VIANDE



Francis Bougarel
fbougarel@allier.chambagri.fr

BOVINS LAIT



Jean-Philippe Garnier
jpgarnier@allier.chambagri.fr

OVINS



Angélique Lamoureux
alamoureux@allier.chambagri.fr

ÉQUINS



Amélie Bouchant
abouchant@allier.chambagri.fr

Le service Élevage vous propose une large
gamme de prestations :

- nutrition animale ;
- coûts de production et diagnostics des ateliers ;
- accompagnement ;
- conseil et formation.

Contactez les conseillers élevage :
04 70 48 42 42 ou cda.03@allier.chambagri.fr

www.allier.chambre-agriculture.fr

